

Les nez d'Osons traquent les mauvaises odeurs (Émilie CHASSEVANT)

Le collectif a recruté une trentaine de nez qui sillonnent la ville pour relever les mauvaises odeurs. Avec leurs relevés, Osons l'air espère faire bouger les décideurs et les élus de la ville.

L'initiative

Ils sont la partie émergée de l'iceberg. Eux, ce sont les membres du collectif d'Osons qui relayent « l'exaspération et l'inquiétude » des Malouins qui se plaignent des odeurs nauséabondes. « Exaspération, car on ne constate aucune amélioration. Et inquiétude, car nous pouvons légitimement nous demander ce qu'il se passe », tonnent d'une même voix Alice Guillard et Claude Lucas, animateurs du groupe Osons l'air. Depuis janvier 2015, le collectif de citoyens, qui défend le droit commun, s'est attaqué à l'air. Et pour faire bouger les choses, il a usé de différents moyens. En vain... Une lettre ouverte, signée par 1 500 personnes et adressée au maire de Saint-Malo, au président de la chambre de commerce et d'industrie et au PDG de la Timac, est restée sans réponse.

« Comment peut-on à ce point négliger la qualité de vie de ses concitoyens, et ignorer 1 500 personnes ? », s'indigne Alice Guillard. En juin, une rencontre avec les dirigeants de la Timac a laissé un goût amer au collectif. « Face à nos interrogations, ils ont répondu qu'il s'agissait essentiellement d'un problème de communication », regrette Alice Guillard, qui a vite compris que cet outil de communication serait les portes ouvertes de samedi dernier et le lancement d'un site internet. « Insuffisant », jugent les membres du collectif.



Des réponses

Déterminé à aboutir dans leur lutte contre les mauvaises odeurs, Osons l'air a lancé une nouvelle action depuis l'été. S'appuyant sur un réseau de nez, ils élaborent des relevés des mauvaises odeurs dans huit quartiers de Saint-Malo. Le dernier fait état de très fortes gênes dans les derniers jours du mois d'août. Certains ont reconnu des odeurs de céréales fermentées, témoignent du plus fort degré de gêne et relatent que certains commerçants ont même dû fermer leurs portes. « Les nuisances sont avérées. Nous n'accusons personne. Mais nous voulons des réponses aux questions que nous posons. » Ces relevés précis seront publiés chaque mois et transmis aux médias, au maire, à la Timac, à la CCI, à l'inspection des travaux classés, à la Direction départementale des affaires sanitaires et sociales (DDASS) et à l'Agence régionale de santé. « Nous nous appuyons sur une loi qui stipule que si 50 % d'un échantillon de la population est gêné, il s'agit bien d'une pollution, explicite Claude Lucas, texte de loi à l'appui. On y est ! » Le collectif a également lancé une souscription, pour financer une analyse de l'air et des poussières par un laboratoire indépendant. Pour l'instant, deux kits sont financés pour analyser les matériaux organiques. « Il nous reste le champ minéral. Notre prétention n'est pas d'être exhaustifs, mais de prouver s'il y a pollution ou pas. » La précédente analyse, commandée par la mairie à Air Breizh, ne satisfait pas le collectif. « Elle est loin d'être suffisante et même le laboratoire le reconnaît. » Pour sensibiliser les Malouins, les touristes et récolter des fonds pour leur souscription, Osons organise une action, dans le cadre de la Journée nationale de la qualité de l'air.

Mercredi 21 septembre, à 17 h 30, les membres seront sur le parvis de la gare, pour distribuer des masques et des pinces à linge, et interpeller les citoyens et, si possible, les élus.